



Isabelle Touzard, Vice-présidente en charge de la politique agricole et alimentaire de Montpellier Agglomération, Maire de Murviel-lès-Montpellier.

L'agro-écologie et alimentation en préparation

Dans la perspective de son passage en Métropole, Montpellier Agglomération lance une grande réflexion, avec les communes de son territoire, pour élaborer sa propre politique agricole et alimentaire à l'échelle de son bassin de vie, au-delà des 31 communes. Explications d'Isabelle Touzard, Vice-présidente de Montpellier Agglomération, chargée de l'Emploi, des TPE & PME, de l'Artisanat et de l'Agriculture.

Pourquoi mettre en place une politique agricole et alimentaire ?

Isabelle Touzard // 20% du territoire de l'Agglomération est composé de terres agricoles, dont la majorité est inutilisée et soumise à la spéculation foncière. Il est nécessaire de les valoriser pour entretenir nos paysages et assurer les besoins alimentaires des habitants de l'Agglomération. De nombreuses actions, autour de ces questions, existent déjà dans l'agglomération : installation de maraichers, des cantines bio, des marchés en circuit courts, des jardins partagés... Il faut d'abord les faire connaître, les coordonner et les mettre en cohérence à l'échelle de la future Métropole. L'axe « agro-écologie et alimentation » sera d'ailleurs l'un des 5 piliers sur lesquels s'appuiera la Métropole.

En quoi cette démarche est-elle innovante ?

C'est une première en France, d'une part par son échelle, puisqu'elle concernera à terme le pôle métropolitain, au-delà des frontières

de l'Agglomération actuelle. D'autre part, par sa vision transversale, en touchant de multiples domaines : l'économie, la santé, l'aménagement du territoire et la préservation des ressources. Ses objectifs : assurer

“ Assurer notre autonomie alimentaire pour les 50 ans à venir ”

l'autonomie alimentaire du territoire pour les 50 ans à venir et aménager l'agglomération, dans le cadre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), en partant des espaces agricoles. C'est également un vrai défi lancé contre l'étalement urbain que connaît notre territoire depuis plusieurs années. D'ici janvier, les élus de l'Agglomération et les maires des 31 communes, en partenariat avec des chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), vont

établir un diagnostic du territoire. Ensuite, nous définirons ensemble les objectifs stratégiques de notre future politique agricole et alimentaire, en lien avec les acteurs du secteur.

Quels sont les grands enjeux de cette politique ?

Il s'agit d'abord d'un enjeu sanitaire et social, en favorisant le *bien manger* chez les habitants et en rapprochant les producteurs des consommateurs. Une problématique économique ensuite, avec la préservation et le développement de l'emploi dans toute la filière agro-alimentaire. À l'échelle du territoire, cette dernière représente 7 500 emplois, 640 exploitations, un campus de 2 800 enseignants/chercheurs et 2 000 étudiants. Enfin, c'est aussi un enjeu environnemental, afin d'aménager durablement notre territoire, prévenir les incendies et les inondations et valoriser ses espaces agricoles sans les urbaniser.